**Compte rendu du Conseil Municipal du 7 octobre 2015**

**Présents :** Madame **GILBERT** Sophie, Monsieur **MEYSSONNIER** Noël, Madame **LAFON** Catherine, Monsieur **DOURY** Frédéric, Monsieur **NEDELEC** Jean-Yves, Madame **ANDRIEU** Françoise, Monsieur **CARTIGNY** Jean-Louis, M. **LARROQUE** Christophe, Monsieur **BARNES** Philippe, Madame **LEJEUNE** Béatrice, Monsieur **GENOUDET** Fabrice, Monsieur **GENSE** Sylvain, Monsieur **DOURS** Robert, Madame **CONZETT** Séverine.

**Représenté :** Monsieur **BOURDALLE** Jean-Claude par M **DOURS** Robert.

**Excusé :**

**Absent :**

Secrétaire de la séance : Madame **CONZETT** Séverine.

**Après avoir pris connaissance du compte-rendu des délibérations de la séance du 2 septembre 2015, aucune remarque n’étant formulée, le compte-rendu est accepté à l’unanimité.**

1. **Transfert de la compétence optionnelle « construction et gestion de structures d’accueil péri-scolaire d’intérêt communautaire »**

Considérant la délibération du Conseil de Communauté n°2015/43 du 29 septembre 2015 relative au transfert de la compétence optionnelle « Construction et gestion de structures d’accueil péri-scolaire d’intérêt communautaire », le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les nouvelles dispositions règlementaires introduites par la parution du décret n°2014-1320 du 3 novembre 2014 ont redéfini les temps extra-scolaire (vacances scolaires) et péri-scolaire (journées avec école). En vertu de ces dispositions, les mercredis après-midi ont été redéfinis en temps péri-scolaire.

Pour cela, et compte-tenu de la volonté des membres de la CCLPA que la Communauté de Communes reste compétente sur les temps d’accueil du mercredi après-midi hors vacances scolaires, il est proposé aux membres de l’assemblée de transférer à la CCLPA la compétence optionnelle « Construction et gestion de structures d’accueil péri-scolaire d’intérêt communautaire ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité approuve le transfert de la compétence optionnelle « Construction et gestion de structures d’accueil péri-scolaire d’intérêt communautaire » et autorise Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

*Pour : 15*

Une proposition d’accueil péri-scolaire sur FIAC pour l’année prochaine, sera discutée en Commission Scolaire.

1. **Taxe d’Aménagement sur le territoire communal**

Après échange de vue, les membres de l’Assemblée décident de ne pas modifier le taux actuel de la taxe d’Aménagement et de la maintenir à 3,5% sur l’ensemble du territoire communal.

*Pour : 15*

1. **Commission Urbanisme –Travaux-Voirie**

3-1 Présentation d’un devis de la SARL MIKA ELEC concernant des travaux d’électricité dans les bâtiments suivants :

* Ecole de FIAC : 649,07 € HT
* Église de FIAC : 391,60 € HT
* Église de BRAZIS : 180,93 € HT

Coût total des travaux : 1221,60 € HT soit 1465,92 € TTC

*Pour : 15*

Pour la mise en conformité de l’éclairage intérieur de l’église de FIAC, un devis est sollicité.

3-2 Sécurisation hameau de Brazis : mandat de maîtrise d’ouvrage – réalisation installation éclairage public (devis du SDET)

Le Maire expose que le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn propose ses compétences pour les travaux désignés : "Investissement d’éclairage public aux chemins des Hérons et des Colverts".

Le Maire présente le budget global de l'opération ainsi que le plan prévisionnel de financement et précise que les ouvrages seront remis à la commune et intégrés dans le patrimoine communal afin de donner droit au FCTVA.

Le Maire propose, conformément aux dispositions de l'article premier de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dans sa version consolidée du 10 décembre 2004, de mandater le SDET pour la réalisation de cette opération conformément au projet de convention annexé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte de procéder à l'installation d'éclairage public, valide le plan prévisionnel de financement, accepte de mandater le SDET pour la réalisation de l'opération sus-indiquée et autorise le Maire à signer tous les documents afférents à cette affaire.

*Pour : 15*

3-3 Sécurisation hameau de Brazis : Aménagement de chicanes

Un nouveau projet d’aménagement est proposé par un architecte. Ce projet a été transmis au service voirie du Conseil Départemental pour avis.

Pour l’entrée du hameau, une proposition d’implantation de poteaux permettant de ralentir la circulation et d’engager la circulation sur les chicanes est étudiée.

La commune est en attente de réponse du Conseil Départemental quant à la possibilité d’effectuer ces travaux.

1. **Commission Communication**
* Lundi 12 octobre 2015 : réunion pour définir le nom des rues.
* Jeudi 15 octobre 2015 : réunion de préparation pour le Téléthon.
* Vendredi 16 octobre 2015 à 19h00 : soirée des associations.
1. **Commission Scolaire**

Le Maire informe les membres de l’Assemblée que le Comité de la Caisse des Écoles a décidé lors de sa dernière réunion, d’augmenter les tarifs de toutes les catégories de repas de 0,10€ à compter du 1er janvier 2016, afin de couvrir le coût des matières premières.

Le taux de fréquentation de la cantine en septembre 2015 est de 67 à 87 élèves pour l’école de FIAC et de 22 à 24 élèves pour l’école de VITERBE.

**Projet Educatif Territorial 2015 - Convention**

La commune de FIAC s’est engagée dès la rentrée 2013 dans la réforme des rythmes scolaires conformément au cadre général posé par le décret du 24 janvier 2013.

Dans ce contexte, la commune de FIAC a déposé un Projet Éducatif Territorial (PEDT) en juin 2015 qui a reçu validation de la part des services de l’État pour entrer en vigueur dès la rentrée scolaire 2015-2016.

Une convention-cadre doit être signée entre l’État, le recteur de l’Académie de Toulouse, la CAF du Tarn et la commune de FIAC qui définit le projet éducatif territorial dans le cadre duquel peuvent être organisées des activités périscolaires pour les enfants de l’école de FIAC, dans le prolongement de l’éducation et en complémentarité avec lui.

Cette convention-cadre est signée pour une durée de 3 ans à compter de la rentrée 2015.

Il est demandé au Conseil Municipal d’autoriser Madame le Maire à signer cette convention. Après en avoir délibéré et avoir pris connaissance de la convention-cadre, le Conseil Municipal, à l’unanimité approuve les termes de la convention de Projet Educatif Territorial et autorise le Maire à signer la convention-cadre et tous les documents s’y afférents.

*Pour : 15*

L’acompte du fonds de soutien au développement des activités périscolaires sera versé au cours du 4ème trimestre 2015, le solde au cours du 1er trimestre 2016.

Mme DURIS propose de préparer un cassoulet au mois de décembre pour l’ensemble des élus.

A cette annonce, les membres du Conseil décident, à l’unanimité, de convier le personnel communal.

1. **Décision modificative n°3 – budget Principal**

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2015, ayant été insuffisants, il est nécessaire de procéder aux réajustements des comptes et d'approuver les décisions modificatives suivantes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  **FONCTIONNEMENT :** | **DEPENSES**  | **RECETTES**  |
|  | **TOTAL :** | **0,00** | **0,00** |
|  **INVESTISSEMENT :** | **DEPENSES**  | **RECETTES**  |
| 2315 (041) |  Installation, matériel et outillage technique | 219 254,23 |  |
| 238 (041) |  Avances versées commandes immobilisations incorporelles |  | 219 254,23 |
|  | **TOTAL :** | **219 254,23** | **219 254,23** |
|  | **TOTAL :** | **219 254,23** | **219 254,23** |

Le Maire invite le Conseil Municipal à voter ces crédits.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, vote en dépenses les suppléments de crédits compensés par les mêmes suppléments de crédits en recette indiqués ci-dessus.

*Pour : 15*

1. **Décision modificative n°4 – budget Principal**

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2015, ayant été insuffisants, il est nécessaire de voter les crédits supplémentaires et de procéder aux réajustements des comptes et d'approuver les décisions modificatives suivantes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  **FONCTIONNEMENT :** | **DEPENSES**  | **RECETTES**  |
|  | **TOTAL :** | **0.00** | **0.00** |
|  **INVESTISSEMENT :** | **DEPENSES**  | **RECETTES**  |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 58 064,25 |  |
| 238 (041) | Avances versées commandes immobilisations incorporelles |  | 58 064,25 |
|  | **TOTAL :** | **58 064,25** | **58 064,25** |
|  | **TOTAL :** | **58 064,25** | **58 064,25** |

Le Maire invite le Conseil Municipal à voter ces crédits.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, vote en dépenses les suppléments de crédits compensés par les mêmes suppléments de crédits en recette, indiqués ci-dessus.

*Pour : 15*

1. **Subvention complémentaire Club de Moto-Cross de Fiac**

Après exposé du Maire, le Conseil Municipal décide à l’unanimité d’octroyer une subvention de 500 €.

*Pour : 15*

1. **Dissolution du Centre Communal d’Action Sociale**

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu’en application de l'article L.123-4 du code de l'action et des familles, le centre communal d'action sociale (CCAS) est désormais facultatif dans toute commune de moins de 1 500 habitants. Il peut donc être ainsi dissous par délibération du Conseil Municipal.

Cette possibilité est issue de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE.

Lorsque le CCAS a été dissous, une commune :

* soit exerce directement les attributions mentionnées au code de l'action sociale et des familles auparavant dévolues au CCAS.
* soit transfère tout ou partie de ces attributions au CIAS lorsque la communauté de communes est compétente en la matière.

Vu l'article L.123-4 du code de l'action sociale et des familles et considérant que la commune compte moins de 1500 habitants et remplit ainsi les conditions du code de l'action sociale et des familles, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l’unanimité décide de dissoudre le CCAS.

Cette mesure sera effective au 31 décembre 2015, les membres du CCAS en seront informés par courrier. Le Conseil exercera directement cette compétence et le budget du CCAS sera transféré dans celui de la commune. Les recettes des concessions du cimetière iront intégralement au budget communal.

*Pour : 15*

1. **Cadre d’accueil des stagiaires – autorisation des signature des conventions de stage**

La Commune de FIAC reçoit chaque année des demandes émanant d’élèves de l’enseignement secondaire à la recherche d’un lieu de stage pratique en collectivité territoriale.

Madame le Maire précise qu’il est nécessaire d’établir une convention de stage tripartite entre l’élève, l’établissement d’enseignement et la collectivité. Cette convention précisera notamment l’objet du stage, sa durée, ses dates de début et de fin ainsi que les conditions d’accueil du stagiaire.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser le Maire à signer les conventions relatives aux demandes de stages au sein des services municipaux de la commune de FIAC.

Le Conseil Municipal, entendu cet exposé, et après en avoir délibéré à l’unanimité autorise le Maire à signer les conventions relatives aux demandes de stages au sein des services municipaux de la commune de FIAC ainsi que tout document afférant.

*Pour : 15*

1. **Questions diverses**

11-1 Agence Postale Communale

Inauguration de l’APC samedi 10 octobre 2015 à 11 heures.

Présentation d’un devis pour la création d’une ligne électrique des Ets BASTIE pour le multiservices d’un montant de 332,93€ TTC.

Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour ayant été soumises au Conseil Municipal, Madame le Maire déclare la séance close à vingt-trois heures.

|  |  |
| --- | --- |
| **ANDRIEU** Françoise |  |
| **BARNES** Philippe |  |
| **BOURDALLE** Jean-Claude | Représenté par M DOURS |
| **CARTIGNY** Jean-Louis |  |
| **CONZETT** Séverine |  |
| **DOURS** Robert |  |
| **DOURY** Frédéric |  |
| **GENOUDET** Fabrice |  |
| **GENSE** Sylvain |  |
| **GILBERT** Sophie |  |
| **LAFON** Catherine |  |
| **LARROQUE** Christophe |  |
| **LEJEUNE** Béatrice |  |
| **MEYSSONNIER** Noël |  |
| **NEDELEC** Jean-Yves |  |